

## Office des ports et rades du Gabon (Oprag)/Session ordinaire Le budget 2017 fixé à 13,3 milliards de francs

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

**Sous** la présidence d'Ambroise Banas Germain, le Conseil d'administration de l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) s'est réuni en session ordinaire, le 14 décembre 2016, à son siège, aux fins de statuer sur le projet de budget de l'exercice 2017. Le Conseil a noté que celui-ci est conçu dans un contexte marqué par une conjoncture économique internationale et nationale préoccupante. Au niveau de l'Oprag, cette situation a pour conséquences la baisse du trafic des navires et des marchandises, la baisse des produits d'exploitation et l'accroissement des créances. Aussi, tenant compte de cette réalité, le

Conseil a-t-il adopté le budget 2017 à la somme de 13,3 milliards de nos francs. Celui-ci est en baisse de 11,25 % par rapport à 2016 (14,9 milliards de FCFA). Les charges d'exploitation se situeraient à 11,6 milliards de francs en 2017, contre 11,2 milliards de francs en 2016, soit une légère augmentation de 3,93%. S'agissant des investissements, ils s'élèveraient à 1,6 milliard de francs pour 2017. Ils seront consacrés principalement aux travaux d'aménagement de la plate-forme du Port-môle de Port-Gentil, à la réhabilitation des voiries dans les domaines portuaires d'Owendo et de Port-Gentil, et à la modernisation de l'outil informatique par l'acquisition des logiciels et équipements informatiques.



Photo : D.R.

Une vue des membres du conseil d'administration de l'Oprag.

Par ailleurs, le Conseil a approuvé la décision du Comité interministériel de privatisation de faire participer l'Oprag au capital de

la Société Gabon global logistics (GGL) ex-SEPBG. « La présence de l'Oprag, acteur majeur du secteur portuaire, à côté de cette

société, permettra de suivre la réalisation des objectifs assignés par le gouvernement à cette structure, notamment de développer un

pôle logistique à l'ancien Port à bois ; enclencher une dynamique de performance et d'amélioration de la compétitivité de nos ports par la réduction des coûts de passage portuaire ; préserver les emplois de nombreux compatriotes et lutter contre le chômage, la précarité et la pauvreté », a indiqué Ambroise Banas Germain.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la vision stratégique de l'Oprag, le Conseil s'est réjoui du plan de la gestion des ressources humaines, de la mise en place en cours du bureau des dockers et du plan du développement et de la modernisation des infrastructures, de l'inauguration du port minéralier multimodal d'Owendo et de l'accélération des travaux de construction du quai cargo d'Owendo.

## Crise dans le secteur pétrolier

### Pascal Houangni Ambouroué dans le chaudron de Port-Gentil

MSM  
Libreville/Gabon

**Dans la ville pétrolière, le ministre a pu constater que la barre des 2000 emplois précarisés est déjà atteinte. Une situation qui dépasse la seule implication de l'inspection du travail. D'où l'interpellation de plusieurs employés d'entreprises sur le départ, à l'image de Robert Services et Halliburton.**

**Le** ministère délégué chargé de la Prospective et de la Programmation du développement, Pascal Houangni Ambouroué, a effectué dernièrement une visite au sein des sociétés pétrolières Robert Services et Halliburton, toutes deux

minées par les impacts de la crise pétrolière. A Robert Services, le ministre a été accueilli uniquement par le personnel. Aucun des dirigeants de l'entreprise n'était présent, bien que son arrivée ait été annoncée. Le ministre apprendra par la suite que les membres de la direction générale ont délocalisé leurs bureaux, en travaillant à leur domicile privé. Ce sont donc des agents désabusés et démotivés que Pascal Houangni Ambouroué a tenu à rassurer, tant bien que mal, du total soutien du gouvernement face à leur situation. En effet, les salariés de cette entreprise moribonde ne sont plus payés depuis six mois. Face à cette liquidation programmée, ils demandent



Photo : D.R.

Le ministre délégué Pascal Houangni Ambouroué échangeant avec quelques employés des sociétés pétrolières Robert Services et Halliburton.

que soit mis en place, au plus vite, un plan social. « Nous ne revendiquons pas les augmentations de salaires, mais simplement la régularité de nos salaires, et dénonçons les licenciements massifs et abusifs de près de 1000 (mille) de nos collègues, au mépris de la réglementation en vigueur », a indiqué un délégué du personnel.

Du côté de la société Halliburton, le constat est à l'identique, mais avec un léger mieux, vu que les salaires continuent d'être versés régulièrement, même si on note la fermeture progressive de la société. Depuis près d'un an, l'entreprise américaine a renoncé à plusieurs marchés, plongeant dans l'incertitude ses nombreux employés.

## Insertion professionnelle des jeunes

### Le Fir et Tractafic signent deux conventions de partenariat

LBON  
Libreville/Gabon

**Le** Fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelles (FIR) et le groupe Tractafic (Équipement et Motors) ont signé, le jeudi 15 décembre dernier, deux conventions de partenariat pour l'insertion professionnelle d'une vingtaine de jeunes Gabonais. « L'objectif poursuivi par ces conventions de partenariat est celui d'aboutir à l'amélioration de l'employabilité de jeunes compatriotes, à hauteur d'au moins 5% des effectifs de ces deux so-

ciétés et ce, de manière permanente », a indiqué le ministre de la Promotion des petites et moyennes entreprises, chargé de l'Entrepreneuriat national, Biendi Maganga Moussavou. Selon le secrétaire exécutif du FIR, Hans Landry Ivala, les statistiques de l'Office national de l'emploi (ONE) montrent que 66% de demandeurs d'emploi enregistrés proviennent de l'enseignement général, contre 34% issus de l'enseignement technique et professionnel. D'où sa satisfaction de constater que les sociétés Tractafic équipement et Tractafic motors ont dé-



Photo : MZM

**A l'exemple de ces topographes, plusieurs jeunes vont être déployés sur le chantier de Tractafic.**

cidé d'opter pour la voie conventionnelle pour l'employabilité des jeunes compatriotes. Au demeurant, selon le directeur général de Tractafic équipement, Philippe Fievez, « nous entendons soutenir, accompagner et mettre en œuvre toutes les mesures et politiques gouvernementales visant à la lutte contre le chômage, particulièrement des jeunes, et à la promotion de l'insertion et de la réinsertion professionnelles (...), dans un monde de plus en plus polarisé entre salariés peu qualifiés et diplômés surqualifiés. »